

Et un peu plus loin:

Les gouvernements provinciaux tentent d'aider les fermiers dans une certaine mesure, surtout pour qu'ils s'adonnent à l'élevage du bétail plutôt qu'à la production des grains, mais cette aide n'est pas généralisée. Le gouvernement fédéral supprime ses programmes à cause de sa campagne d'austérité et il est peu vraisemblable d'espérer de l'aide de sa part.

Cette dernière phrase dans l'article que je viens de citer, si c'est une juste évaluation de la situation, ce qui à mon avis est le cas, indiquerait que les gouvernements provinciaux et surtout le gouvernement de la Saskatchewan ont essayé de s'attaquer au problème. Je ne sais si leurs tentatives étaient bonnes ou mauvaises mais au moins ils ont essayé.

L'on a annoncé que le gouvernement consentirait des prêts aux agriculteurs en vue d'accroître la production. Reste à voir ce que ça donnera. Quoi qu'il en soit, il y a eu des lacunes. On aurait déjà dû prendre des mesures, mais on ne l'a pas fait; il y aura donc à cet égard des problèmes dont je ne me propose pas de parler cet après-midi.

Le gouvernement fédéral connaissait la situation, il ne pouvait pas ne pas la connaître, et qu'a-t-il fait? Ainsi que l'a dit le préopinant, c'est la première fois dans toute l'histoire de l'Ouest canadien qu'à la mi-janvier le contingent d'un boisseau n'a pas encore été fixé à la majorité des points d'expédition. Le gouvernement s'est limité à hausser le taux d'intérêt sur les prêts à l'amélioration des fermes ou sur le crédit agricole. S'il faut changer de culture, cette augmentation des taux d'intérêt aggraverait pour l'agriculteur la difficulté de trouver les fonds nécessaires. La décision sera pénible quelle que soit, parmi le nombre limité de solutions de rechange, celle qu'il adopte—élevage du bétail de boucherie ou laitier, des porcs ou culture des graines oléagineuses.

En dépit de cela, on diminue les subventions au lieu de les augmenter. Le ministère de l'Agriculture est fier de dire qu'il éliminera progressivement les gratifications ou les primes pour le porc de première qualité. L'ironie de la situation, c'est que, pendant les séances du comité de l'agriculture, nous avons appris que le ministère de l'Agriculture a été chargé de décider comment faire baisser de quelque 10 millions de dollars les revenus des producteurs de lait. On a déjà décidé de les priver de cette somme, mais on n'a pas encore déterminé où piquer cette industrie afin de la saigner.

[M. Gleave.]

Les prix du blé ont fléchi, les revenus aussi. Dans sa livraison du 15 janvier, le *Western Producer* indique les prix offerts l'an dernier et cette année par la Commission du blé. L'offre est d'à peu près 30 cents inférieure à celle de l'an dernier pour le blé n° 4, d'environ 22 cents pour le blé n° 3, de 13 cents pour le blé n° 2 et de 15 cents pour le blé n° 1. J'ai laissé tomber les fractions comme  $\frac{5}{8}$  et  $\frac{3}{4}$  qu'on donne ordinairement avec les cotations.

Devant cette situation, le ministre d'État a fait une déclaration. Comme le signale M. Stirling King dans un article paru le 17 janvier dans le *Star-Phoenix* de Saskatoon, M. Lang a déclaré que le versement final de 1969 pour le blé se ferait attendre. Ce versement final pour le blé n'est pas plus lointain que je le croyais il y a cinq mois. C'est exactement ce que le *Western Producer* voulait dire lorsqu'il parlait de lointain. Cela signifie que pour la campagne agricole de 1968-1969, à moins que le gouvernement ne se décide à intervenir, les agriculteurs ne sauraient espérer de versement final important pour le blé du printemps.

Le moins que le gouvernement puisse faire dans ces circonstances, et je le recommande au ministre, dont la circonscription est voisine de la mienne, c'est de garantir au producteur de blé de l'Ouest du Canada qu'il ne recevra pas moins que le prix minimum de l'Accord international sur les céréales pour le blé qu'il a livré au cours de la campagne agricole de 1968-1969. Ce montant aiderait au moins à sauver l'économie de la Saskatchewan d'une désintégration constante.

Si l'on en croit un article publié récemment dans le *Globe and Mail*, on doit supprimer certaines industries en Saskatchewan, ce qui entraînera la désintégration de certaines petites entreprises dans des petites villes, qui dépendent de la production agricole. La disparition de ces entreprises privera aussi les agriculteurs des services qu'elles leur rendaient. Non seulement ces commerçants perdront leur gagne-pain, mais les agriculteurs perdront leurs services.

Recommander au gouvernement d'adopter des mesures constructives pour éviter cela, c'est aller à l'encontre des propositions gouvernementales. Économiquement parlant, il faut que disparaissent les inégalités régionales au Canada. Il faut qu'on puisse trouver dans différentes régions égalité de possibilités et de revenus. C'est là le revers de la médaille. Si les conseillers du gouvernement décident d'un redressement de revenus des agriculteurs de